

postes dans l'Education Nationale, dont 28% déclarant même y être très favorables. Les Français adoptent également une attitude majoritairement positive concernant l'annonce de Vincent Peillon, Ministre de l'Education Nationale, de faire de l'école primaire la première priorité de son Ministère, **92% déclarant qu'il s'agit d'une bonne chose, dont plus du tiers une très bonne chose (37%).**

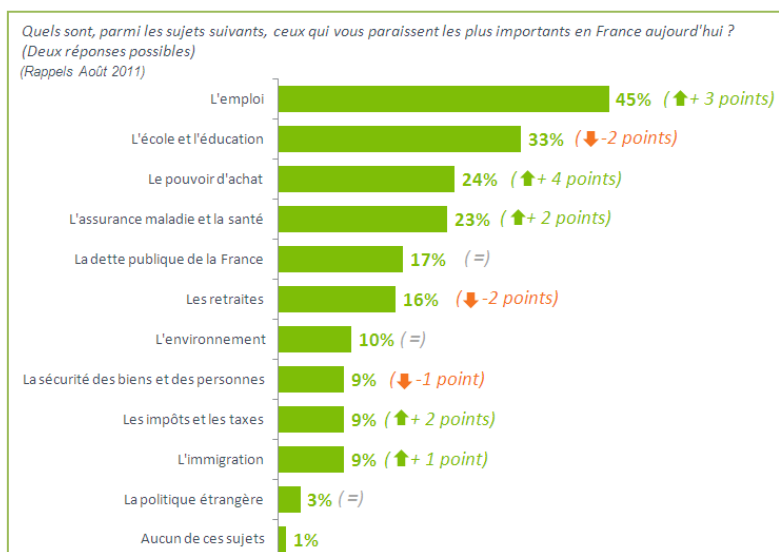
- **Parmi les sujets prioritaires pour l'école maternelle et élémentaire dans les années à venir, une majorité de Français souligne l'autorité et la discipline (60%), et un sur deux l'aide aux élèves en grande difficulté (50%).** Plus précisément, en termes de mesures à mettre en place pour faire évoluer l'école maternelle et élémentaire, une majorité pointe la nécessité de **baisser le nombre d'élèves par classe (60%),** 52% estiment qu'il faut assurer **un suivi individualisé des élèves en difficulté,** plus d'un sur trois souhaitent ensuite voir développer prioritairement **le travail en petits groupes d'élèves (39%)** et que **plus de moyens soient donnés aux écoles qui concentrent les difficultés scolaires (33%).** Les premières mesures perçues comme prioritaires par les Français dressent donc le portrait d'une école plus accessible et prenant en compte les difficultés de chacun, notamment à travers un suivi et un enseignement plus personnalisés.
- **Six Français sur dix ont déjà entendu parler de la réforme des rythmes scolaires, dont 26% qui perçoivent clairement ce dont il s'agit, contre 40% qui déclarent ne pas en avoir entendu parler.** Une fois les principaux axes de la réforme présentés, **sa mise en place à la rentrée de 2013 apparaît comme une bonne chose aux yeux d'une majorité de Français (67%, dont 17% une très bonne chose, et 57% des parents d'enfants scolarisés en primaire).** Mais si les Français se montrent majoritairement en faveur de cette réforme, notons que certains points n'obtiennent pas le consensus. **Ainsi, les mesures relatives aux vacances scolaires reçoivent le soutien d'une majorité de Français avec, systématiquement, des réponses moins positives lorsque les personnes interrogées sont parents d'enfants scolarisés dans le primaire. L'allègement de la journée de classe, avec une fin des cours à 15h30 en école primaire divise (50% y étant favorables contre 47% opposés). Le passage à la semaine de quatre jours et demi apparaît, sur le principe, soutenu par les Français (72% favorables, dont 23% tout à fait), mais est remis en cause par une majorité si cet ajout se fait le samedi matin (64% opposés, dont 30% tout à fait), contre 68% qui y sont favorables si cela concerne le mercredi matin.**
- Les Français expriment des préférences nettes quant aux modalités d'accompagnement de la potentielle mise en place de la réforme des rythmes scolaires. Ainsi, **87% d'entre eux rejettent l'idée qu'aucune prise en charge ne soit mise en place,** et que les parents récupèrent leur(s) enfant(s) à partir de 15h30. Ils soutiennent alors majoritairement la mise en place d'une prise en charge **proposant soit des activités culturelles et sportives (94%), soit de l'accompagnement scolaire au sein de l'école (92%).** Enfin, une majorité des Français estime que **l'Etat doit assurer les conditions d'une prise en charge de qualité identique** sur tout le territoire grâce à un soutien financier des communes disposant de moins de moyens (76%), quand **un sur cinq préférerait que chaque Mairie**

gère seule la mise en place de cette prise en charge en fonction de son budget et des spécificités de son territoire (20%).

Dans le détail :

L'éducation et l'école apparaissent comme un des deux sujets les plus importants aujourd'hui en France pour un tiers des Français, derrière l'emploi, mais devant le pouvoir d'achat

Interrogés sur les sujets qui leur semblent les plus importants aujourd'hui en France, un tiers des Français cite « l'école et l'éducation » (33%), après « l'emploi », sujet cité par 45% d'entre eux, mais avant « le pouvoir d'achat », qui paraît être aujourd'hui une thématique importante pour 24% des Français. Notons malgré tout que par rapport à l'enquête de l'année passée, réalisée au mois d'août 2011¹, les Français citent un peu moins l'éducation et l'école (-2 points) alors qu'ils accordent davantage d'importance à l'emploi (+3 points) et au pouvoir d'achat (+4 points), soulignant peut-être le poids d'un contexte économique dégradé par rapport à l'an passé. 23% des Français accordent ensuite de l'importance à « l'assurance maladie et à la santé » (+2 points), quand « la dette publique de la France » atteint le même niveau d'importance que l'an passé (17%), devant le sujet des « retraites » qui perd 2 points (16%). Les autres sujets retiennent principalement l'attention de moins d'un Français sur dix. Ainsi, 9% des Français citent comme sujet le plus important « la sécurité des biens et des personnes » (-1 point), tout comme « les impôts et les taxes » (9%), dont l'importance croît de 2 points par rapport à l'an dernier alors que ce sujet a pris une place grandissante dans l'actualité politique, et « l'immigration » (9%, + 1 point). Enfin, « la politique étrangère » apparaît comme un des sujets les plus importants en France aujourd'hui pour 3% des Français.



L'école et l'éducation retiennent particulièrement l'attention des femmes, 37% d'entre elles les plaçant en tête des sujets qui leurs paraissent les plus importants en France aujourd'hui, tout comme les Français âgés de 30 à 49 ans (43%). Notons que ce sujet revêt également une plus grande importance pour les membres des catégories socioprofessionnelles

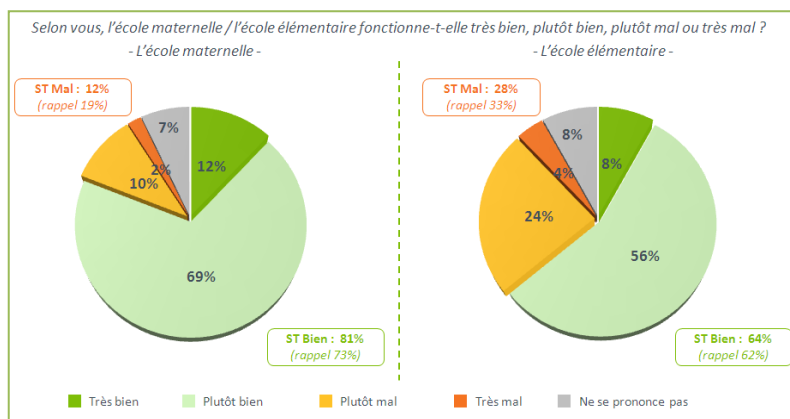
¹ Août 2011, Sondage CSA réalisé pour le SNUipp, par téléphone les 9 et 10 août 2011. Echantillon national représentatif de 1009 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas.

supérieures (45%), les diplômés à Bac +2 (43%) ou davantage (42%), les salariés du public (51%) et les sympathisants de Gauche (39%). La situation familiale semble également avoir un impact sur l'importance accordée à l'école et à l'éducation. Ainsi, 44% des interviewés ayant des enfants placent l'école et l'éducation au rang des sujets les plus importants en France aujourd'hui, contre 33 % moyenne. Cette proportion atteint plus de 50% parmi ceux vivants seuls avant des enfant(s) (51%), ou ayant des enfants scolarisés en école élémentaire (58%) ou au collège (52%).

A l'inverse de ces catégories de population, soulignons que les Français âgés de 50 ans et plus perçoivent moins l'école et l'éducation comme étant un des sujets les plus importants aujourd'hui en France (24%), privilégiant des sujets probablement plus proches de leurs préoccupations, telles que l'assurance maladie et la santé (29% contre 23% en moyenne) ou les retraites (23%, contre 16%). L'importance accordée à l'école et à l'éducation est également moindre parmi les personnes vivant sans enfant (26%), ainsi que pour les sympathisants de Droite (24%)

Les Français portent un regard majoritairement positif sur le fonctionnement de l'école primaire aujourd'hui, même si à leurs yeux l'école maternelle semble mieux fonctionner que l'école élémentaire

Le bon fonctionnement de l'école maternelle est approuvé par une majorité de Français (81%), dont 12% estiment qu'elle fonctionne très bien. Cela correspond à une hausse de 8 points par rapport à l'an passé (73%), année où le bon fonctionnement de l'école maternelle était jugé le plus négativement depuis le début du baromètre en 2007. A l'inverse,



12% considèrent qu'elle fonctionne mal, contre 19% lors de la précédente vague d'enquête. Le regard porté par les Français à l'égard du fonctionnement de l'école élémentaire est plus nuancé, même si une majorité d'entre eux le juge bon, dont 8% très bon (64%, +2 points). 28% le jugent au contraire mauvais, soit 5 points de moins qu'en août 2011.

Dans le détail, l'école maternelle semble fonctionner d'autant mieux pour les Français âgés de moins de 30 ans (86%) et de 30 à 39 ans (88%), et pour les personnes appartenant à un foyer dont le chef de famille fait partie des catégories socioprofessionnelles inférieures (85%). Notons que les Français ayant des enfants jugent eux aussi plus positivement que la moyenne le fonctionnement de l'école (85%), tout comme ceux étant parents d'enfants scolarisés en école primaire (91%), et ceux dont les enfants se rendent dans un établissement public (90%).

D'autre part, le bon fonctionnement de l'école élémentaire est lui davantage reconnu par les interviewés âgés de 18 à 24 ans (73%), les habitants des communes de moins de 2 000 habitants (70%) et ceux de Province (66%), résidant notamment dans le Nord (76%) ou l'Ouest (74%) de la France. Soulignons qu'au contraire, **les Français ayant des enfants scolarisés dans un établissement ZEP adoptent un jugement plus négatif sur le fonctionnement de l'école élémentaire, seule une minorité d'entre eux le jugeant bon (44%). Les parents d'enfants scolarisés dans un établissement privé font également preuve d'un jugement plus critique, même si une majorité d'entre eux estiment que l'école élémentaire fonctionne aujourd'hui bien (55%).**

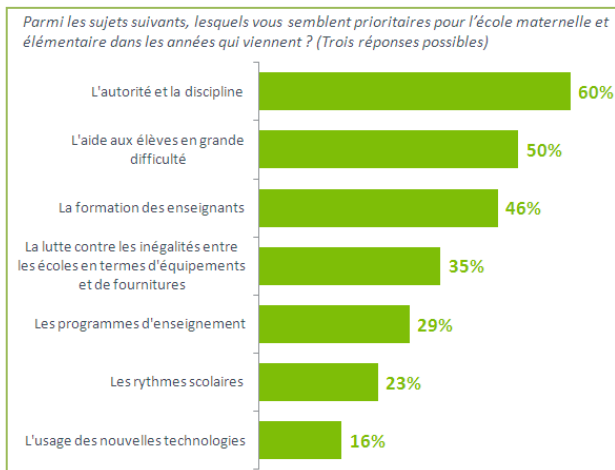
Les Français jugent positivement les actions du gouvernement au sujet de l'école maternelle et élémentaire, soutenant les créations de postes annoncées par François Hollande, et jugeant bon de faire de l'école primaire la première priorité de l'Education Nationale

Le Président de la République, François Hollande, s'est engagé à **créer 60 000 postes dans l'Education Nationale durant les cinq années de son mandat. Une majorité de Français soutient ce projet, 78% y étant favorables, dont 28% déclarant même y être très favorables.** A l'inverse, un Français sur cinq exprime un désaccord avec ce projet, déclarant y être opposé à hauteur de 20% (dont 7% tout à fait opposés). Notons que les femmes, les individus âgés de 30 à 49 ans ainsi que les professions intermédiaires se montrent plus favorables que la moyenne à cette mesure (respectivement 84%, 81% et 84%), tout comme les salariés du public (84%), les personnes au chômage (92%), et les sympathisants de Gauche (95%). La création de ces 60 000 postes dans l'Education Nationale reçoit également davantage l'approbation des Français ayant des enfants (81%), *a fortiori* de ceux vivant seuls avec enfant(s) (90%) ou ayant des enfants scolarisés en école élémentaire (87%).

Pour faire suite à ces engagements en matière d'éducation, Vincent Peillon, Ministre de l'Education Nationale, a déclaré **que l'école primaire, c'est-à-dire l'école maternelle et l'école élémentaire, était la première priorité de son Ministère.** Concernant cette annonce, **les Français adoptent également une attitude majoritairement positive, puisque 92% déclarent que cette priorité accordée à l'école primaire est une bonne chose, plus du tiers estimant même qu'il s'agit d'une très bonne chose (37%).** Seuls 7% estiment qu'il s'agit là d'une mauvaise chose. Dans le détail, les femmes expriment un avis plus favorable vis-à-vis de cette réforme (94% contre 89% hommes). Cette volonté gouvernementale séduit aussi davantage les salariés du public (95%), les personnes vivant seules avec enfant(s) (98%) et les sympathisants de Gauche (97%), qui soutiennent alors la majorité présidentielle.

Les priorités pour l'école primaire : autorité, discipline et aide aux élèves en difficulté dans des classes comptant moins d'élèves qu'actuellement

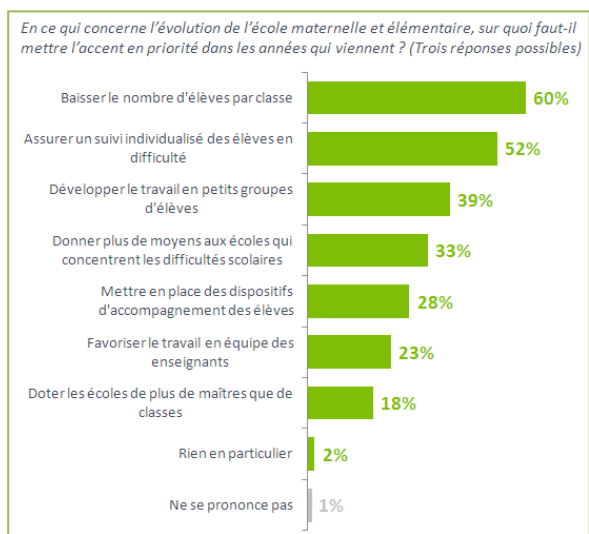
Parmi les sujets prioritaires pour l'école maternelle et élémentaire dans les années à venir, une majorité de Français souligne l'autorité et la discipline (60%), et un sur deux l'aide aux élèves en grande difficulté (50%). La formation des enseignants, ayant fait l'objet d'une réforme à la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, n'apparaît pas comme un sujet réglé puisque 46% des Français le jugent également comme prioritaire. Un peu plus d'un tiers des Français voient également en la lutte contre les inégalités entre les écoles en termes d'équipements et de fournitures une priorité (35%), et 29% soulignent l'importance du sujet, régulièrement évoqué depuis plusieurs années, des programmes d'enseignement. Enfin, les rythmes scolaires, bien que devant faire l'objet d'une réforme à la rentrée 2013, n'arrivent qu'en fin de liste, puisqu'ils sont placés au rang des priorités de l'école primaire par 23% des Français, quand l'usage des nouvelles technologies l'est par 16% d'entre eux.



Dans le détail, les Français âgés de 50 ans et plus orientent leur priorité plutôt vers l'autorité et la discipline (66%), ainsi que la formation des enseignants (50%), élément également davantage souligné par les membres des catégories socioprofessionnelles supérieures (53%), qui sont aussi attachés à la lutte contre les inégalités entre écoles en termes d'équipements et de fournitures (42%). Les membres des catégories socioprofessionnelles populaires, de leur côté, attendent majoritairement que des actions soient mises en œuvre en termes d'aide aux élèves en difficultés (59% contre 50 % en

moyenne). Enfin, les Français âgés de moins de 30 ans se distinguent de la moyenne considérant la lutte contre les inégalités entre les écoles comme prioritaire (42%), ainsi que les programmes d'enseignement (35%), quand ceux âgés de 30 à 49 ans attendent davantage sur les sujets relatifs aux rythmes scolaires (27%), et l'usage des nouvelles technologies (20%). **Au-delà des différences observées selon l'âge et la catégorie socioprofessionnelle des interviewés, les quatre premières priorités du classement clivent les Français selon leur préférence partisane.** Ainsi, les sympathisants de Droite insistent sur l'autorité et la discipline (75%), tandis que les sympathisants de Gauche accordent une plus grande priorité à l'aide aux élèves en difficulté, à la formation des enseignants et à la lutte contre les inégalités entre les écoles en termes d'équipements et de fournitures (respectivement 53%, 51%, 44%).

Plus précisément, en termes de mesures à mettre en place pour faire évoluer l'école maternelle et élémentaire, une **majorité de Français pointe la nécessité de baisser le nombre d'élèves par classe, 60% jugeant qu'il faut mettre l'accent en priorité sur ce point dans les années qui viennent**. L'aide aux élèves en grande difficulté apparaît comme un sujet prioritaire en école primaire pour un Français sur deux : ces derniers confirment l'importance qu'ils accordent à cette dimension en estimant, pour **52% d'entre eux, qu'il faut en priorité mettre l'accent, dans les années à venir, sur le suivi individualisé des élèves en difficulté**. Plus d'un Français sur trois souhaite ensuite voir développer



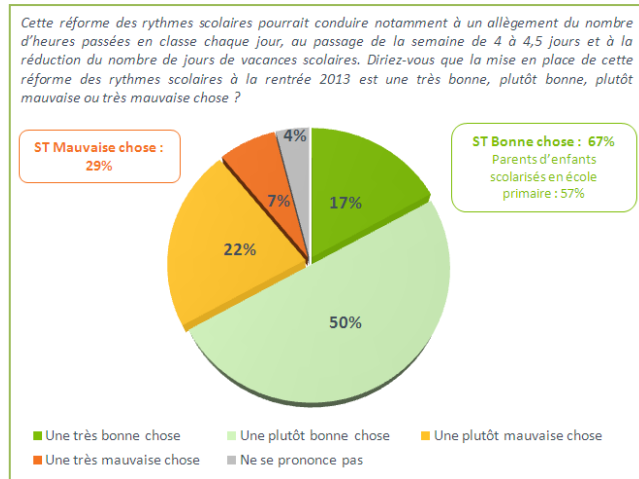
prioritairement dans les prochaines années **le travail en petits groupes d'élèves (39%)** et que **plus de moyens soient donnés aux écoles qui concentrent les difficultés scolaires (33%)**. Les premières mesures perçues comme prioritaires par les Français dressent le portrait d'une école plus accessible, prenant en compte les difficultés de chacun, notamment à travers un suivi et un enseignement plus personnalisés. Ils sont d'ailleurs 28% à estimer qu'il faut également **mettre l'accent sur des dispositifs d'accompagnement des élèves**. Enfin, les Français accordent une priorité moindre aux mesures touchant plus directement les enseignants. Ainsi, il faut en priorité **favoriser le travail en équipe des enseignants pour 23%** des Français et **doter les écoles de plus de maîtres que de classes pour 18%** d'entre eux.

Notons que **les membres des catégories populaires estiment davantage qu'il faut instaurer un suivi individualisé des élèves en difficultés pour 60% d'entre eux** (contre 52% en moyenne). De leur côté, **les Français âgés de 30 à 49 ans se montrent particulièrement sensibles au taux d'encadrement des élèves**, puisqu'ils mettent particulièrement l'accent sur la baisse du nombre d'élèves par classe (65% contre 60% en moyenne), et sur le fait de doter les écoles de plus de maîtres que de classes (21% contre 18% en moyenne), **tout comme les Français favorables à la création de 60 000 postes dans l'Education Nationale** (respectivement 64% et 21%).

La réforme des rythmes scolaires : une réforme plutôt bien perçue par les Français, même si elle inquiète les parents et que le passage à la semaine de quatre jours et demi reste un point de crispation, particulièrement si l'ajout de la demi-journée supplémentaire se fait le samedi matin

Vincent Peillon, le Ministre de l'Education Nationale a annoncé que sera mise en place une réforme des rythmes scolaires en école primaire à la rentrée 2013. **Six Français sur dix ont déjà entendu parler de cette réforme, dont 26% qui perçoivent clairement ce dont il s'agit**. En revanche, cette réforme n'évoque rien pour **40% des Français qui déclarent ne pas en avoir entendu parler**. Les femmes (65%), les Français âgés de 50 ans et plus (65%), les membres des catégories socioprofessionnelles supérieures (73%), les salariés du public (73%), ceux ayant des enfants (66%), *a fortiori* s'ils sont **scolarisés en école élémentaire (74%)** et les sympathisants de Gauche (66%) sont plus nombreux que la moyenne à

déclarer avoir entendu parler de cette réforme et voient également plus que l'ensemble clairement ce dont il s'agit. **Au contraire, un déficit de notoriété de cette réforme est à noter notamment parmi les plus jeunes, âgés de moins de 30 ans (44%), dont seule une minorité a déjà entendu parler de la réforme, ainsi que chez les membres des catégories populaires (51%).**



Considérant que la réforme des rythmes scolaires pourrait conduire notamment à un allègement du nombre d'heures passées en classe chaque jour, au passage de la semaine de quatre à quatre jours et demi et à la réduction du nombre de jours de vacances scolaires, **sa mise en place à la rentrée 2013 apparaît comme une bonne chose aux yeux d'une majorité de Français (67%, dont 17% une très bonne chose).** Ainsi, bien qu'elle ne soit placée au rang des premières priorités pour l'école maternelle et élémentaire dans les années à venir par seulement une minorité de Français, sa mise en place

apparaît comme positive pour une majorité. Notons qu'ils sont alors **moins d'un tiers à juger qu'il s'agirait d'une mauvaise chose (29%, dont 7% une très mauvaise chose).**

Dans le détail, cette réforme tend à davantage séduire les Français les plus âgés (74% des 50 ans et plus), ceux n'ayant pas d'enfant (70%) et les sympathisants de Gauche (74%). En revanche, les Français les plus susceptibles d'être concernés par la réforme la perçoivent plus que l'ensemble comme une mauvaise chose, même si ce sentiment demeure minoritaire parmi toutes les catégories de population à une exception près. Ainsi, si 29% des Français perçoivent cette réforme comme une mauvaise chose, cette proportion dépasse un tiers parmi les jeunes âgés de **moins de 30 ans (37%), les Français de 30 à 49 ans (35%),** les membres des catégories populaires (33%), et notamment **les employés (38%),** ainsi que parmi ceux ayant des enfants (34%) et notamment ceux vivant seuls avec un ou des enfants scolarisés en école primaire qui perçoivent majoritairement cette réforme comme une mauvaise chose (52%).

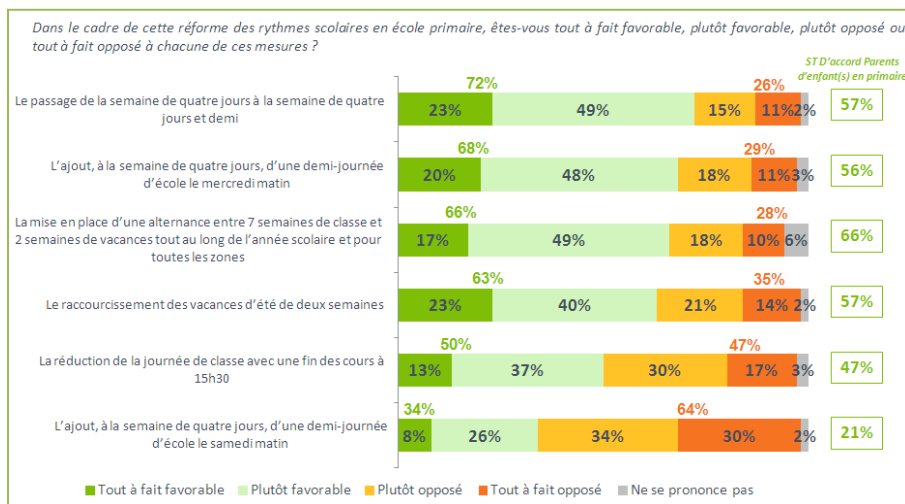
Les Français percevant comme une bonne chose la mise en place d'une telle réforme à la rentrée 2013 perçoivent notamment un bénéfice pour les enfants. En effet, interrogés spontanément sur les raisons pour lesquelles ils pensent que cette réforme est une bonne chose, les Français mettent en avant **le rythme des enfants,** jugeant que la réforme permettrait une plus grande **concentration, moins de fatigue** et donc un **meilleur apprentissage.** Ces Français pointent la réduction de la journée de classe comme un point positif de la réforme, jugeant actuellement, **la journée de classe comme trop longue et chargée,** et donc inadaptée au rythme des enfants. Ils ont également le sentiment que **les vacances d'été durent trop longtemps, pénalisant parfois les élèves à la rentrée de septembre,** et que la réforme permettrait donc une

meilleure répartition des vacances sur l'année. Enfin, cette réforme pourrait permettre eux enfants de **pratiquer davantage d'activités extrascolaires** et d'en découvrir de nouvelles, du fait de la journée de classe moins longue.

A l'inverse, les Français jugeant la mise en place de la réforme comme une mauvaise chose évoquent spontanément les complications qu'elle engendrerait pour les parents, en termes d'organisation et de prise en charge des enfants, notamment pour les parents divorcés, les familles recomposées et ceux vivant en zones rurales. Ils estiment aussi que cette réforme risquerait de **fatiguer davantage les enfants**, qui n'auraient plus la coupure du mercredi si la demi-journée était ajoutée ce jour de la semaine. Ils se prononcent également **contre la réduction de la durée des vacances d'été**, dont ils ne perçoivent pas véritablement l'intérêt. Ces Français semblent aussi **hostiles à l'ajout d'une demi-journée de classe le samedi matin**, jour qu'ils associent à un moment particulier de la semaine, le week-end, et pendant lequel ils en profitent pour passer du temps en famille ou faire des activités. Notons d'ailleurs que ces Français ont également le sentiment que cette réforme **pénaliserait les activités extrascolaires des enfants** qui ne pourront plus exercer leurs loisirs le mercredi. Enfin, faisant écho à la relative faible priorité accordée à cette réforme par l'ensemble des Français, ceux la jugeant comme une mauvaise chose soulignent **qu'il ne s'agit pas de la première priorité pour l'école aujourd'hui et qu'elle ne règlera donc pas les problèmes de fond.** Ces Français n'expriment pas de véritable hostilité à la réforme, mais souhaitent la voir mise en place en complément d'autres réformes qui permettront une évolution globale de l'école primaire.

Si les Français se montrent majoritairement en faveur de la mise en place d'une réforme des rythmes scolaires à la rentrée 2013, notons que certains points n'obtiennent pas le consensus. Ainsi, **le passage à la semaine de quatre jours à quatre jours et demi apparaît, sur le principe, soutenu par les Français,**

72% déclarant y être favorables (dont 23% tout à fait favorables), quand 26% y sont opposés. En réalité, **cet allongement de la semaine de classe est accepté à condition que la demi-journée supplémentaire soit ajoutée le mercredi.** En effet, si 68% des Français se disent favorables à



l'ajout (dont 20% tout à fait favorables), à la semaine de quatre jours, d'une demi-journée d'école le mercredi matin, **cette proportion descend à 34% quand il s'agit du samedi matin (et même 21% parmi les parents d'enfants scolarisés en primaire), une majorité exprimant alors une opposition à l'ajout d'une demi-journée d'école durant cette matinée (64%), et trois sur dix y étant même tout à fait opposés (30%).** D'autre part, **les mesures relatives aux vacances scolaires reçoivent le soutien d'une majorité des Français, 66% (dont 17% tout à fait) d'entre eux étant favorables à la mise en place d'une**

alternance entre sept semaines de classe et deux semaines de vacances, tout au long de l'année scolaire et pour toutes les zones, et 63% (dont 23% tout à fait) au raccourcissement des vacances d'été de deux semaines. Enfin, l'allègement **de la journée de classe, avec une fin des cours à 15h30 en école primaire divise, 50% des Français indiquant y être favorables** (dont 13% tout à fait), **contre 47% déclarant au contraire y être opposés** (dont 17% tout à fait). Dans le détail, **soulignons une opposition un peu plus forte des membres des catégories populaires face à ces différentes mesures, qu'elles concernent les vacances ou l'organisation de la semaine de classe.** En revanche, **les membres des catégories socioprofessionnelles supérieures soutiennent davantage les différents aspects de la réforme**, notamment concernant la mise en place d'une alternance de sept semaines de classe et deux semaines de vacances (73% favorables), la réduction de la journée de classe (56%) ainsi que l'ajout d'une demi-journée de classe le samedi matin même si ce soutien demeure minoritaire (40%), tout comme les sympathisants de Gauche. **Parallèlement, soulignons une crispation de certaines catégories de la population autour du passage à la semaine de quatre jours et demi.** En effet, face à cette mesure, **si les Français n'ayant pas d'enfants se montrent largement favorables, ceux ayant des enfants soutiennent plus timidement cette mesure, même si cette position reste majoritaire (64%).** Dans le détail, 63% d'entre eux se prononcent en faveur de l'ajout d'une demi-journée de classe le mercredi matin (contre 68% en moyenne), mais seulement 29% sont favorable à ce que cela se fasse le samedi matin (contre 34% en moyenne). Enfin, **notons que la réduction de la journée de classe avec une fin des cours à 15h30 ne reçoit le soutien que d'une minorité des parents ayant des enfants scolarisés en ZEP (23%, contre 50% en moyenne)**, qui craignent peut-être un déficit de prise en charge des enfants après cet horaire, et l'accentuation des inégalités entre leurs enfants et ceux des autres écoles.

Si les Français apparaissent donc partagés sur la pertinence d'un allègement de la journée d'école avec une fin des cours à 15h30, ils expriment des préférences nettes quant aux modalités de sa potentielle mise en place

Lorsqu'est évoquée la prise en charge des enfants après la journée de classe à 15h30, les Français plébiscitent la mise en place d'une prise en charge des enfants, rejetant pour **87% d'entre eux l'idée qu'aucune prise en charge ne soit mise en place**, et que les parents récupèrent leur(s) enfant(s) à partir de 15h30. **Soutenant majoritairement l'organisation d'une prise en charge, 94% sont favorables à ce qu'une prise en charge des enfants soient mise en place à travers des activités culturelles et sportives** (dont 47% tout à fait favorables), quand **92% se disent également favorables à une prise en charge proposant de l'accompagnement scolaire au sein de l'école** (dont 44% tout à fait favorables). Ces deux types de prise en charge apparaissent comme d'autant plus soutenus par les Français en faveur de la mise en place de la réforme à la rentrée 2013 (respectivement 96% et 94%). Soulignons que **les membres des catégories populaires s'expriment davantage en faveur d'une prise en charge proposant de l'accompagnement scolaire (95%).** Les personnes vivant seules avec un ou des enfants indiquent une préférence pour une prise en charge proposant des activités extrascolaires (98%), tout comme les sympathisants de Gauche (97%).

Egalement interrogés sur le financement de la prise en charge des enfants après 15h30 si la journée de classe est écourtée, **une majorité des Français estime que l'Etat doit assurer les conditions d'une prise en charge de qualité identique sur tout le territoire grâce à un soutien financier des communes disposant de moins de moyens (76%)**. Un sur cinq préférerait en revanche que chaque Mairie doive gérer seule la mise en place de cette prise en charge en fonction de son budget et des spécificités de son territoire (20%). Soulignons que la participation de l'Etat à cette prise en charge afin d'assurer une qualité identique sur tout le territoire reçoit particulièrement le soutien des membres des catégories socioprofessionnelles supérieures (80%), des salariés du public (83%) et des sympathisants de Gauche (81%). Notons qu'en revanche, les Français percevant comme une mauvaise chose la priorité donnée à l'école primaire par Vincent Peillon et ceux n'ayant pas entendu parler de la réforme préféreraient davantage que la moyenne que les mairies gèrent seule la prise en charge des enfants à partir de 15h30 (respectivement 28% et 24%).

Soulignons, enfin, que cette enquête a été réalisée alors même que le débat ne s'est pas tout à fait déroulé dans la société française. Et qu'il s'agit typiquement d'un sujet sur lequel les positions peuvent être mouvantes. Notamment au regard de la force des arguments qui vont être déployés par les différents intervenants au cours des prochaines semaines.

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 Rue Crozatier– 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr
Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique – Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr